Moyens et principaux arguments

Par le présent recours, la requérante demande au Tribunal de l'Union européenne, en vertu de l'article 272 TFUE, de constater que la suspension de paiement imposée par l'Agence exécutive pour la recherche, concernant le montant qu'elle reste devoir à la requérante, au titre de sa contribution au projet ESS dans le cadre du programme FP7, constitue une violation de ses obligations contractuelles et qu'en conséquence, la REA doit verser cette somme à ANKO, assortie des intérêts à compter de la date où le présent recours a été formé.

Plus particulièrement, ANKO fait valoir qu'elle a exécuté pleinement et en bonne et due forme ses obligations contractuelles. En revanche, l'Agence exécutive pour la recherche (REA) a suspendu ses paiements à l'égard d'ANKO, en violation de la clause II.5, paragraphe 3, sous d), de l'annexe II du contrat principal relatif au projet ESS. Pour cette raison, l'Agence exécutive pour la recherche (REA) reste redevable à la requérante, au titre du projet ESS, de la somme dont elle a suspendu illégalement le paiement, soit 125 253,82 euros.

Plus précisément, ANKO fait valoir que la suspension des paiements par l'Agence exécutive pour la recherche (REA) à l'égard d'ANKO au titre du projet ESS est contraire au contrat relatif à ce projet et au droit de l'Union pour les raisons suivantes:

- *Premièrement*, l'Agence exécutive pour la recherche (REA) a illégalement imposé la suspension des paiements dus à ANKO car elle ne relève d'aucun des cinq cas prévus par la clause II.5, paragraphe 3, sous d), de l'annexe II du contrat principal;
- *Deuxièmement*, l'Agence exécutive pour la recherche (REA) a illégalement subordonné la levée de la suspension à une condition qui n'était nullement prévue par les documents contractuels et est contraire au droit de l'Union.

Recours introduit le 29 mai 2015 — Alcogroup et Alcodis/Commission

(Affaire T-274/15)

(2015/C 279/47)

Langue de procédure: le français

Parties

Parties requérantes: Alcogroup (Bruxelles, Belgique); et Alcodis (Bruxelles) (représentants: P. de Bandt, J. Dewispelaere et J. Probst, avocats)

Partie défenderesse: Commission européenne

Conclusions

Les parties requérantes concluent à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler les décisions attaquées;
- condamner la Commission à l'ensemble des dépens de la présente procédure.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, les parties requérantes invoquent un moyen unique tiré du fait que, en adoptant et en exécutant les décisions attaquées, la Commission aurait violé leurs droits de la défense et leur droit à l'inviolabilité du domicile, ainsi que les principes de bonne administration et de proportionnalité.